



67 bd Vivier Merle
69409 Lyon cedex 03

www.caf.fr

Marché MPPA n° 2025-03

2025-698/03/01-00-00, 2025-698/03/02-00-00

Fourniture d'appareils d'éclairage LED, de dalles de plafond et recyclage des anciens luminaires pour le siège de la Caf du Rhône

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

Passé en application des articles R.2123-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6 R.2162-13 et R.2162-14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS

Nomenclature en application de :

- **Classification de la branche famille de la sécurité sociale : 63.20**
- **Classification CPV : 31712341 ;31524100-6 ; 31680000-6. 44113200-7**

Ce document comporte 16 pages

Mars 2025

Sommaire

1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
2. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2.1 Procédure et forme du marché.....	3
2.2 Décomposition et montant du marché.....	3
2.3 Parties au marché.....	4
2.4 Durée du marché.....	4
2.5 Lieux de livraisons des fournitures	4
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
3.1 Pièces particulières	4
3.2 Pièces générales	5
4. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS	5
4.1 Normes et réglementations :	5
4.2 Description technique du lot n°1 :	6
4.3 Description technique des fournitures du lot 2	8
4.4 Interlocuteur unique - lots n°1 et n°2	9
5 GESTION DES COMMANDES	9
5.1 Concernant le lot 1, le titulaire devra :	9
5.2 Concernant le lot 2, le titulaire devra :	9
6 MODALITES DE LIVRAISON.....	10
6.1 Lieu de livraison, jours et heures de livraison	10
6.2 Conditions de livraison,	10
6.3 Délais de livraison.....	10
7 Opération de vérification -lot n°1 et lot n°2.....	10
8 Garantie et service après-vente - lot n°1	11
8.1 Garantie :	11
8.2 Service après-vente :	11
9 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ	11
9.1 Contenu des prix.....	11
9.2 Révision de prix	11
9.3 Clause de sauvegarde.....	12
9.4 Modalités de facturation et de règlement des prestations.....	12
10 PENALITES.....	12
10.1 Retard dans la réception et le traitement de la commande.....	12
10.2 Retard dans la livraison	12
10.3 Non-respect d'une livraison totale	13
10.4 Non-transmission de l'attestation de recyclage	13
11 REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	13
11.1Vérification périodique de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire	13
12 SOUS TRAITANCE.....	14
13 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES	15
14 RESILIATION	15
14.1Résiliation pour motif d'intérêt général	15
14.2Résiliation pour faute du titulaire	15
15 PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS	16
15.1 Organes chargés des procédures de médiation	16
15.2 Instance chargée des procédures de recours	16
16 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet principal la fourniture, la livraison d'appareils d'éclairages LED et de dalles de faux plafond ainsi que l'évacuation et le recyclage des anciens luminaires pour le siège de la Caisse d'allocations familiales du Rhône.

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Procédure et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publiques.

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono attributaire soumis aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Dans l'hypothèse d'une dénonciation du marché, les commandes émises avant la date d'effet de la dénonciation du marché demeurent à exécuter.

2.2 Décomposition et montant du marché

Le présent marché se décompose en 2 lots :

- Lot n°1 : Fourniture de LED encastrées carrées 600x600mm, matériels électriques ainsi que l'évacuation et le recyclage des anciens luminaires,
- Lot n°2 : Fourniture de dalles de plafond 1200*600mm et 1500*600mm.

Le marché prévoit un minimum en quantité de :

- 400 appareils d'éclairages LED
- 500 plaques de faux plafonds.

Le montant maximum n'excédera pas :

- Pour le lot n°1 : 113 000 € H.T,
- Pour le lot n°2 : 30 000 € H.T.

Le montant maximum du marché n'excédera pas 143 000 H.T pas sur la durée totale du marché.

A titre d'information, le nombre estimatif de commande :

- D'appareils d'éclairages LED est de 700 ;
- De dalles de dimension 1200*600 mm est de 700 ;
- De dalles de dimension 1500*600 mm est de 200.

2.3 Parties au marché

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'allocations familiales, représentée par Madame Agnès Faure, Sous-Directrice Ressources, logistiques et innovation, agissant par délégation de la Directrice Générale, Madame Véronique HENRI-BOUGREAU.

Ci-après dénommée « La Caf du Rhône »

- D'autre part, l'entreprise titulaire d'un lot de l'accord cadre,

Ci-après dénommée « Le titulaire ».

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caf du Rhône auquel toutes les oppositions doivent être signifiées.

2.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 19 mois à compter de la date de la 1^{ère} livraison des fournitures par le titulaire de chaque lot.

La date prévisionnelle de début des livraisons est fixée au 2 juin 2025.

2.5 Lieux de livraisons des fournitures

Le titulaire s'engage à effectuer la livraison des commandes sur le site suivant :

Siège Caf du Rhône, 73 boulevard Vivier Merle 69003 Lyon

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est régi par les documents ci-après qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

3.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) pour chaque lot, complété, daté et signé par une personne pouvant engager juridiquement la société et notifié par la personne responsable du marché,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot, complété et signé par le candidat,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), commun aux deux lots,
- Le cadre de réponse technique des lots n°1 et n°2,
- Les bons de commande émis par l'organisme.

3.2 Pièces générales

- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le Code de la commande publique,
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

Les documents originaux seuls faisant foi, sont conservés par le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Le titulaire s'engage en outre à une exécution des prestations dans le complet respect des règles de l'art.

4. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS

Le lot n°1 comprend les fournitures de luminaires, de câble, de boutons poussoirs ainsi qu'une prestation de reprise et recyclage des anciens luminaires.

Le lot 2 comprend les fournitures de dalles de faux plafond de dimensions :

- 1500*600 mm,
- 1200*600 mm

4.1 Normes et réglementations :

Les fournitures et produits utilisés pour l'ensemble des lots, ainsi que les matériels afférents au présent accord-cadre, doivent obligatoirement être conformes aux normes en vigueur.

Un dossier synthétisant l'ensemble des fiches techniques des équipements acquis au titre du marché, ainsi que les attestations relatives aux différentes agréments (marquage CE, EN 62471, NF EN 12464) est demandé.

L'ensemble de ces documents sera rédigé en langue française.

4.2 Description technique du lot n°1 :

4.2.1 Description technique des fournitures du lot n°1 :

- **Description technique des luminaires :**

Type	Dalle LED encastrée carrée 600x600mm
Couleur	Blanc
Puissance	de 20 à 35 W
Flux lumineux réglable	de 2900 à 4300 Lm
Efficacité lumineuse	de 135 à 140 Lm/W
Taux d'éblouissement	UGR 19
Température de couleur réglable	de 3000 à 4000 K
Indice de rendu des couleurs	80
Risque Photo biologique	Groupe 0
Indice de protection	IP 20/44
Résistance au choc	IK 02
Type de Driver	Dimmable DALI
Classe	II
Variation de l'intensité lumineuse	Oui
Interface de commande	DALI
Niveau de gradation optimale	1%
Flux lumineux sortant à durée de vie utile moyenne de 50000H	L85
Flux lumineux sortant à durée de vie utile moyenne de 100000H	L75
Kit de suspension	Inclus
Garantie	5 ans minimum

- **Description technique du Cable**

Câble de catégorie R2V noir section 2x1.5mm²

- **Description techniques des boutons poussoirs**

- **Caractéristiques techniques :**

Type de bouton	Poussoir
Couleur	Blanc brillant
Matériau	ABS blanc RAL 9003
Dimensions	45x45 x36 ,5 x 12,5
Garantie	Minimale de 2 ans

➤ Compatibilité

Les boutons poussoirs doivent être compatibles avec les supports de marque Legrand, modèle Mosaic déjà installés et les produits proposés doivent être équivalents ou supérieurs en termes de qualité et de performance.

Remarque : les références à la marque Legrand sont utilisées uniquement pour indiquer le niveau de qualité et de compatibilité requis. Les produits équivalents seront acceptés.

4.2.2 Prêt de luminaire LED :

La caf du Rhône demande, sous peine de nullité, aux candidats de fournir à ses frais en prêt le luminaire LED qui aura été proposé dans son offre **avant la date limite de remise des offres**, soit le 09/04/2025.

- Remise du luminaire en prêt

Les candidats devront remettre un luminaire LED en prêt (correspondant à la description technique de l'article 4.2.1) et porter la mention suivante sur le colis :

« Offre pour le marché MPPA n° 2025-03 :
Lot n°1 Fourniture d'appareils d'éclairage LED
PRET – NOM DE LA SOCIETE »

Ce colis peut être remis physiquement contre récépissé daté et signé à l'adresse et durant les horaires suivants :

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU RHONE
Services Généraux
Accueil fournisseur - 73 boulevard Vivier Merle
69003 LYON
de 8h00 à 11h du lundi au vendredi.

En ce qui concerne la restitution des luminaires LED en prêt, la Caisse d'allocations familiales du Rhône informera les sociétés de la date à laquelle ils seront disponibles afin de pouvoir venir les récupérer.

Chaque société aura 72 heures à compter du mail de la Caf du Rhône pour récupérer son matériel.

4.2.3 Description technique de la prestation de reprise et recyclage des anciens luminaires du lot 1

Le titulaire devra prendre à sa charge, à partir de la deuxième livraison, l'évacuation et le recyclage des anciens luminaires déposés par le pouvoir adjudicateur et stockés provisoirement sur palettes dans les locaux de la Caf du Rhône :

- Stockage séparé des corps des luminaires, des sources (tubes fluos) et des starters,
- Type des luminaires, 2x36W fluos encastrés.

Il convient de décrire dans le cadre de réponse technique la méthode d'évacuation et de recyclage des luminaires repris.

Le titulaire devra fournir des attestations de recyclage après chaque enlèvement à l'adresse mail suivante :

caf69-bp-travaux-maintenance@caf69.caf.fr

L'absence de transmission des attestations de recyclage expose le titulaire à une pénalité prévue à l'article 10.

4.3 Description technique des fournitures du lot 2

• 4.3.1 Fourniture de Dalles de faux plafond :

➤ Dalles de faux plafond 1200*600mm (quantité estimative 700)

Largeur	600 mm
Longueur	1200 mm
Bords	Droits
Epaisseur	15 mm
Classe de feu	A1
Couleur	Blanc compatible avec nos dalles déjà installées

➤ Dalles de faux plafond 1500*600 mm (quantité estimative 200)

Largeur	600 mm
Longueur	1500 mm
Bords	Droits
Epaisseur	15 mm
Classe de feu	A1
Couleur	Blanc compatible avec nos dalles déjà installées

Ces dalles devront s'intégrer esthétiquement avec celles déjà en place sur le site de la Caf du Rhône.

Le titulaire devra fournir tout au long du marché les dalles de plafond correspondant à la description technique ci-dessus.

4.4 Interlocuteur unique - Lots n°1 et n°2

Le titulaire de chaque lot désignera un point de contact unique au sein de son entreprise pour la gestion technique et financière du marché.

5 GESTION DES COMMANDES

5.1 Concernant le lot 1, le titulaire devra :

- Garantir une continuité d'approvisionnement pour ne pas avoir de rupture de stock lors des commandes tout au long du marché avec le même matériel,
- Être capable de livrer sous 4 jours ouvrés, à compter de la réception du bon de commande, la quantité demandée par l'acheteur.

La caf du Rhône émettra des bons de commande :

- Avec un minimum estimatif de 30 luminaires par commande ;
- Au démarrage du marché, 150 boutons poussoir et 1500 mètres de câble.

5.2 Concernant le lot 2, le titulaire devra :

Avoir la capacité de livrer une première commande au démarrage du marché d'environ 400 dalles, dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande puis éventuellement une 2ème commande de 400 dalles.

6 MODALITES DE LIVRAISON

Les fournitures sont livrées par les soins du titulaire ; franco de port et d'emballage.

6.1 Lieu de livraison, jours et heures de livraison

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi de 8h30 à 11h à l'adresse suivante :

Siège de la Caf du Rhône
Accueil Fournisseurs 73, boulevard Vivier Merle (arrière du bâtiment, côté SNCF)

6.2 Conditions de livraison,

Lors de la livraison, le titulaire ou son représentant remet obligatoirement un bon de livraison comportant la date de livraison, le numéro du bon de commande, la désignation des fournitures livrées, les quantités livrées et les quantités éventuellement manquantes.

Le fournisseur préviendra la Caf du Rhône du jour et de l'heure prévus de livraison au moins 48 heures à l'avance (dès la réception du bon de commande), et ce, conformément aux conditions inscrites sur le bon de commande : personne à contacter, dates et heures de livraison. En l'absence, la Caf du Rhône se réserve le droit de refuser la livraison.

En raison des contraintes d'accès sur le siège de la Caf du Rhône, le fournisseur s'engage à prévoir pour permettre l'approche sur le lieu de livraison, un véhicule de faible gabarit (dimensions maximums acceptées : largeur 2,60 ; longueur 10,60 m ; hauteur 3,50 m)

Le bon de livraison est signé dans le service destinataire sous réserve des vérifications quantitatives et qualitatives effectuées ultérieurement par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai 5 jours ouvrés.

De ce fait, la livraison ne vaut pas acceptation sans réserve des marchandises livrées.

6.3 Délais de livraison

Le titulaire s'engage à livrer les fournitures dans un délai maximum de 4 jours ouvrés à partir de la date de réception du bon de commande. Le titulaire devra accuser réception du bon de commande. A défaut, la pénalité prévue à l'article 10 sera appliquée.

7 Opération de vérification -lot n°1 et lot n°2

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, les livraisons peuvent faire l'objet de contrôle, soit d'opération de vérification.

Lesdites vérifications seront faites avant 15 jours ; au-delà de ce délai, l'admission des fournitures est réputée acquise. Le point de départ du délai est la date de la livraison de la prestation au lieu désigné par les parties.

8 Garantie et service après-vente - lot n°1

8.1 Garantie :

Tous les éléments, sous-ensembles ou composants fournis au titre du « marché » par les titulaire sont garantis contre tout vice de fabrication, par dérogation à l'article 33 du CCAG, pendant une durée minimum de 2 ans à compter de la date d'admission des fournitures (**le bon de livraison signé faisant foi**).

Pendant cette période de garantie, le titulaire s'engage à remplacer à ses frais tout appareil défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit éditer un bon de retour prenant en charge les frais d'envoi dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de demande de remplacement.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessaire pour le remplacement.

8.2 Service après-vente :

- Mise à disposition d'un support technique accessible par téléphone et par email, disponible du lundi au vendredi de 9h à 17h.
- Réponse aux demandes d'assistance technique dans un délai maximum de 48 heures ouvrées.

9 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ

9.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont ceux mentionnées au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du titulaire.

Les prix sont établis à partir du prix public du titulaire appliqué à l'ensemble de sa clientèle, moyennant le taux de remise consentie sur les fournitures.

Les taux de remise par produits sont conservés pendant toute la durée de validité du marché.

Les prix sont établis hors TVA, libellés en euros. Le taux applicable de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au jour de la facturation.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services « Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. »

9.2 Révision de prix

Les prix du marché sont fermes à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2025, puis éventuellement révisables au 1^{er} janvier 2026, **selon l'indice et la formule de révision fournis par le prestataire lors de la remise de son offre.**

9.3 Clause de sauvegarde

Le marché peut être résilié par l'acheteur, sans indemnité, dès lors que l'évolution des prix des fournitures listées au bordereau des prix entraînera, par rapport aux prix de la période précédente, une augmentation supérieure à 3% du montant total basé sur l'application des quantités estimatives du bordereau.

9.4 Modalités de facturation et de règlement des prestations

Après livraison de la commande, le titulaire transmet une facture à l'organisme. Le paiement est effectué, après vérification du service fait, 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement sous réserve des dispositions suivantes :

- fournitures reconnues conformes en tous points aux engagements,
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

La suspension du délai prévu au 1er alinéa du présent article s'exerce dans les conditions décrites aux articles R.2192-10 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, le versement d'une somme forfaitaire de 40 € et des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Après livraison des fournitures, les factures seront adressées UNIQUEMENT par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro - n° Siret de la Caf du Rhône : 534 037 254 000 16

Outre les mentions légales, les factures indiquent obligatoirement les références de l'accord-cadre et du lot, éventuellement le numéro du bon de commande.

Une facture sera établie par bon de commande.

10 PENALITES

Par dérogation à l'article 14, les pénalités suivantes pourront s'appliquer :

10.1 Retard dans la réception et le traitement de la commande

Tout retard dans la réception ou le traitement d'un bon de commande peut entraîner l'application d'une pénalité journalière forfaitaire de 100 € T.T.C. par bon de commande

10.2 Retard dans la livraison

Si les livraisons ne sont pas effectuées de manière complète et parfaite, du fait de la carence du titulaire, dans le délai prévu à l'article 6.3 du présent CCP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € T.T.C. par jour de retard.

10.3 Non-respect d'une livraison totale

Si le titulaire ne procède pas à une livraison complète des fournitures à savoir conforme au bon de commande, il s'expose à une pénalité forfaitaire de 100 € T.T.C. par livraison partielle jusqu'à l'aboutissement d'une livraison totale.

10.4 Non-transmission de l'attestation de recyclage

En cas de non-transmission de l'attestation de recyclage, le titulaire s'expose à une pénalité de 50€ T.T.C par évacuation

11 REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

11.1 Vérification périodique de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

En application de l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois,
- La liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - sa date d'embauche,
 - sa nationalité.
- Une attestation de régularité fiscale attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondant aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA délivrée par l'administration fiscale ;

En cas de non-présentation des documents susvisés, une notification sera adressée au titulaire dans laquelle le pouvoir adjudicateur exigera la production des pièces dans un délai d'un mois. Faute de produire les documents précités dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

11.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

12 SOUS TRAITANCE

Conformément aux articles L.2193-4 et L.2193-5 du code de la Commande publique, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'organisme et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur au seuil de 600 euros T.T.C., le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'organisme.

12.1 Lors du dépôt de l'offre :

Le soumissionnaire complète l'article 5 « sous-traitance de l'acte d'engagement » et il identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. A cet effet, le formulaire DC4 doit être annexé à l'offre.

12.2 En cours d'exécution du marché :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire fait sa demande, avant toute intervention, par mail aux adresses suivantes :

caf69-bp-marches@caf69.caf.fr

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir :

- La déclaration de sous-traitance - formulaire DC4 ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une attestation URSSAF ;
- Une attestation d'assurance RC dans le domaine de la prestation concernée ;
- Un RIB, lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées (Qualification professionnelle et références de prestations similaires des 3 dernières années).

Le formulaire DC4 est téléchargeable à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le silence de l'organisme gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

12.3 Pénalité -sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant de l'organisme et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant de l'organisme, sans mise en demeure préalable.

13 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES

Durant la période de validité du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au représentant de la Caf du Rhône tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf du Rhône des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la Caf du Rhône ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du présent marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

14 RESILIATION

14.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation. La résiliation se fera sous préavis de six mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la réception.

14.2 Résiliation pour faute du titulaire

En application de l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié au tort du titulaire.

15 PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS

15.1 Organes chargés des procédures de médiation

En application de l'article R 2197-1 du Code de la commande publique, la personne publique et le titulaire peuvent, dans le cadre d'une médiation, recourir à l'organe ci-dessous :

mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

15.2 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent pour connaître de toute difficulté, litige ou contestation qui pourrait naître à l'occasion de cette consultation est le :

Tribunal judiciaire de Lyon
Secrétariat du Greffe du TJ de Lyon
67 rue Servient 69003 Lyon
Tél. : 04.72.60.70.12 – tj-lyon@justice.fr

16 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du CCP	Article du CCAF FCS
3	4
8.1	33
10	14
12	38 et 42